Une motion pour sceller

De une suprématie judiciaire qui pue au ciel

#Corruption

Dans la vidéo ci-dessous, le sénateur Louie Gohmert parle d'un document important concernant la dissimulation d'enquêtes sur le rachat de Uranium One par le russe Rosatom. La requête en sceau a été signée en 2014 par Rod Rosenstein, sous-procureur général du ministère de la Justice des États-Unis d'Amérique.

Pour récapituler, Rod Rosenstein a nommé Robert Mueller en mai 2017 à la tête du conseil spécial afin d'examiner l'allégation d'ingérence de la Russie dans la campagne Trump, une soi-disant enquête qui, en mars 2018, aurait pu coûter environ 10 millions de dollars américains s'est avéré être davantage un effort de coup d'État visant à annuler l'élection présidentielle de 2016 qu'une enquête impartiale sur l'affaire.

Robert Mueller était le supérieur direct de Rod Rosenstein au ministère de la Justice en 1990. Le premier mentionné est également un meilleur ami de l'ancien directeur du FBI, James Comey.

Certaines des raisons pour lesquelles Rod Rosenstein pourrait encore et jusqu'à ce jour se comporter comme décrit par Louie Gohmert ci-dessus, sont décrites dans un article bien écrit d'Andrew McCarthy sur le site Web de The National Review, et qui contient des informations générales importantes sur le sujet, ainsi qu'un article du New York Times de 2015:

> «En 1992, l'administration du président George H. W. Bush a convenu avec la fédération russe naissante d'autoriser les fournisseurs de produits nucléaires américains à acheter de l'uranium aux ogives nucléaires désassemblées de la Russie (après qu'il avait été mélangé à un niveau hautement enrichi de qualité militaire). L'agent commercial russe responsable de la vente et du transport de cet uranium aux États-Unis est la société "Tenex" (anciennement JSC Techsnabexport), contrôlée par le Kremlin. Tenex est une filiale de Rosatom.
>
> Tenex (et par extension, Rosatom) ont un bras américain appelé «Tenam USA». Tenam est basé à Bethesda, dans le Maryland. À l'époque où le président Obama est arrivé au pouvoir, le responsable russe de Tenam était Vadim Mikerin.
>
> En tant que directeur général de Tenam, Mikerin était responsable de l'organisation et de la gestion des

> contrats de Rosatom/Tenex avec les acheteurs d'uranium américains. Cela lui donna un énorme avantage sur les sociétés américaines. Avec l'aide de plusieurs confédérés, Mikerin a eu recours à ce levier pour extorquer et escroquer les entrepreneurs américains en leur faisant payer des prix gonflés pour l'uranium. Ils ont ensuite blanchi le produit de la vente par le biais de sociétés écrans et de comptes bancaires secrets en Lettonie, à Chypre, en Suisse et aux Îles Seychelles - bien que les transactions aient parfois été traitées en espèces, l'écrémier étant divisé en enveloppes bourrées de milliers de dollars en espèces.
>
> Les paiements gonflés servaient à deux fins: ils enrichissaient les responsables de l'énergie liés au Kremlin aux États-Unis et en Russie à hauteur de millions de dollars; et ils ont compromis les sociétés américaines qui ont payé les pots-de-vin, rendant les acteurs de l'énergie nucléaire américaine - un secteur essentiel pour la sécurité nationale - exposés au chantage de Moscou.
>
> Au moment où [un] homme non identifié [qui a par la suite été identifié comme étant Mike Campbell] est devenu informateur [du FBI] [alors qu'il travaillait côte à côte avec Mikerin et fournissant des informations d'initiés au FBI], le FBI dirigé par le réalisateur Robert Mueller, qui est actuellement le conseil spécial chargé d'enquêter sur la collusion de Trump avec la Russie L'enquête a été centrée sur le Maryland (siège de Tenam). Là-bas, l'avocat américain était Rod Rosenstein, nommé par Obama, [...] l'homme qui [plus tard] nomma [Robert] Mueller comme conseiller spécial pour enquêter sur Trump. "

Le Département de la justice des États-Unis a émis un acte d'accusation contre le PDG d'une entreprise de transport nucléaire du Maryland en janvier 2018 - une affaire liée à Uranium One. Vadim Mikerin est également mentionné dans le texte du DOJ. De plus amples détails montrent qu'un des juges dans cet acte d'accusation est Theodore Chuang. Chuang, un candidat Obama vivant dans le Maryland, étudiait à l'Université de Harvard exactement au même moment où Obama y effectuait ses études. Il avait été l'un des premiers juges à rejeter l'interdiction de interdiction de voyager imposée par Trump à six pays musulmans en 2017. En outre, Chuang avait été nommé juge fédéral en 2014 contre l'intégralité des suffrages des républicains au Sénat. De plus, Chuang a été l'un des individus les plus actifs à s'être opposé aux attaques terroristes meurtrières de 2012 contre les ambassadeurs américains à Benghazi.

Le nom de Rosenstein et du Maryland est toujours au coin de la rue, semble-t-il ...

En avril 2018, Rod Rosenstein a généreusement déclaré à la presse que le président des États-Unis n'était apparemment pas une cible dans les enquêtes du conseil spécial, dirigé par l'ex-patron de Rosenstein, Robert Mueller. Vraiment surprenant, étant donné le qu'un mémorandum existe depuis 1972 et qui conseille au département américain de la Justice que le fait de mettre en accusation un président en exercice minerait les capacités constitutionnelles du pouvoir exécutif - rendant ainsi le récit proclamé par l'avocat spécial d'un an au moins redondant. Si la Constitution des États-Unis d'Amérique reste valable, tout président des États-Unis ne peut être mis en accusation mais seulement mis en accusation, processus politique qui doit être engagé par le Congrès des États-Unis.

En passant, Rosenstein avait publié un mémorandum initialement divulgué concernant l'avocat spécial le 2 août 2017 - environ dix semaines après la nomination de Robert Mueller:

> "L'Ordre vous a autorisé à mener" l'enquête confirmée par le Directeur du FBI de l'époque, James B. Comey, devant le Comité spécial permanent du renseignement de la Chambre le 20 mars 2017, notamment: (1) tout lien et / ou coordination entre le gouvernement russe et des personnes associées à la campagne du président Donald Trump; et (2) toute affaire résultant ou pouvant découler directement de cette enquête "... Le présent mémorandum décrit plus en détail votre autorité."

C'est alors - le 2 août, dix semaines après la nomination de Robert Mueller - que Rosenstein étend ses responsabilités à "tout ce qui se passe", probablement à cause de la résistance et des contre-actions des actes d'accusation de Paul Manafort entre-temps - et que les avocats de Manafort prétendent être "désarmé" des fonctions originales de Mueller.

D'ailleurs, le sénateur Gohmert a une longue expérience de Robert Mueller et qui sont décrits dans son rapport de 48 pages.

Le sous-procureur général du Département de la justice des États-Unis, Rosenstein, avait bien raison de divulguer les conclusions d'Uranium One en 2014, comme l'a souligné le sénateur dans la vidéo ci-dessus. Une explication pourrait être sa femme Lisa Barsoomian, qui est un avocat bien connu à Washington,. Elle travaille pour le cabinet d'avocats R. Craig Lawrence, qui a beaucoup aidé les Clinton et d'autres au cours des dernières décennies. Elle a représenté Hillary dans dix-sept affaires juridiques, Bill Clinton dans quarante, Barack Obama dans quarante-cinq, James Comey dans cinq et même Robert Mueller dans trois questions juridiques.

Le ministère de la Justice devrait également examiner cette relation douteuse entre Rosenstein, les démocrates et l'État-profond lorsqu'il examine les stratagèmes de corruption et de jeu payant au sein de leur propre ministère. Mais il est peu probable qu'ils le fassent - un chien ne se mord guère à sa propre queue non plus.

Le 13 avril 2018, la presse a annoncé qu'un projet de destitution de Rod Rosenstein avait au moins été préparé par des membres du Congrès. Reste à savoir si ce document sera un jour concrétisé. Rosenstein semble être offensé par ce document et déclare au public et à la presse le 1er mai 2018 que les "menaces" contre lui ne peuvent être tolérées et que le ministère de la Justice ne se laisserait pas "extorqué".

Immédiatement après ces déclarations, le membre du Congrès Mark Meadows a réagi comme suit:

> "S'il pense que son travail est une" extorsion ", Rod Rosenstein devrait se retirer et nous permettre de trouver un nouveau procureur général adjoint, de préférence intéressé par la transparence."

Le 25 juillet 2018, peu avant la pause estivale, une poignée de membres du Congrès américain ont enfin présenté cinq articles de destitution contre Rod Rosenstein. Le procureur général adjoint des États-Unis d'Amérique aurait délibérément dissimulé des documents et des informations au Congrès, ne se serait pas conformé aux assignations à comparaître devant le Congrès et serait accusé d'avoir enfreint la Foreign Intelligence Surveillance Act (FISA) au regard de ces articles.

Rosenstein est de nouveau critiqué début octobre 2018 lorsque l'avocat général du FBI, James Baker, a déclaré dans son entretien avec des responsables du FBI que Rosenstein avait sérieusement envisagé en mai 2017 d'enregistrer en secret le président américain lors de ses réunions, et avait également tenté d'invoquer le vingt-cinquième amendement afin de démettre Trump de ses fonctions.

Fait intéressant, après le procureur général, Jeff Sessions démissionne le 7 novembre 2018, le procureur général du Maryland, Brian Frosh, demande à un juge de statuer que Rod Rosenstein devrait être nommé procureur général par intérim, et non Matt Whitaker, le personne nommée du président des États-Unis.

En outre, Rosenstein souligne que le sous-procureur général a refusé d'enquêter et éventuellement de mettre en accusation James Comey après ses nombreuses déclarations trompeuses aux législateurs. Un avocat de Trump a écrit une affaire pénale à Rosenstein qui a refusé d'agir sur James Comey, menant à la déclaration suivante.

> Hey m'a coupé le souffle ... Ce n'est pas le leadership. Ce n'est pas la responsabilité ... Nous l'avons fait par écrit. Nous l'avons fait poliment. Nous l'avons fait confidentiellement. Et il vient de nous assommer, alors j'ai perdu tout respect pour Rod Rosenstein.

https://www.sun24.news/fr/une-motion-pour-sceller-de-une-suprematie-judiciaire-qui-pue-au-ciel.html